Immigration—Loi

Il nous dit que la première raison pour laquelle il n'appuyait pas le projet de loi est que celui-ci ne renferme aucune disposition prévoyant la saisie d'un navire qui se trouve dans la même situation que celui que nous avons vu ici l'été dernier. Je suis persuadé que le député a bien examiné le projet de loi, c'est-à-dire l'article 11 et tous les articles subséquents. Ils se reportent tous à la saisie et je voudrais vous en citer un passage.

103.01(1) L'agent d'immigration ou l'agent de paix, s'il croit, en se fondant sur des motifs valables, qu'un véhicule a été utilisé de quelque façon que ce soit, en rapport avec la perpétration d'une infraction aux articles 95.2 ou 95.3, peut saisir à titre de confiscation le véhicule.

Puis, sont décrits les divers moyens d'effectuer la saisie, les façons de disposer du véhicule et d'effectuer la vente.

Le député a ajouté qu'une autre raison pour laquelle il ne peut appuyer le projet de loi est qu'aucune disposition au sujet des consultants peu scrupuleux n'y est inscrite. Je me trompe peut-être et je ne prétends pas être détenteur du seul avis juridique qui soit au monde mais, d'après moi, l'article 95.1 du projet de loi s'applique aux consultants peu scrupuleux. Il est ainsi conçu:

95.1 Toute personne qui, sciemment, incite, aide ou encourage ou tente d'inciter, d'aider ou d'encourager une personne non munie d'un visa, d'un passeport ou d'un titre de voyage en cours de validité requis en vertu de la présente loi ou des règlements à entrer au Canada, ou organise ou tente d'organiser l'entrée d'une telle personne au Canada, commet une infraction et est passible:

A mon avis, cette disposition ainsi que la disposition suivante pourraient être utilisées pour porter des accusations contre ces personnes en l'occurrence.

• (1430)

Son dernier argument tient au fait que le projet de loi n'exclut pas les organisations humanitaires, les groupes d'aide aux réfugiés, les Églises et d'autres. Il s'agit pour lui d'une raison fondamentale de ne pas appuyer le projet de loi. Je ne prétendrai pas être en mesure de citer tous les cas où on a exclu ce genre d'organisation, mais il y a dans le Code criminel une disposition relative au vol. Lorsque vient le moment d'intenter des poursuites, on n'exclut pas, par exemple, une mère très pauvre qui a volé du pain pour nourrir sa famille. Bien entendu, comme l'a appris le député au cours de sa longue et brillante carrière d'avocat, les tribunaux ont leur façon à eux de traiter ce genre de cas, même lorsqu'une accusation a été portée.

Compte tenu de cela, j'ai quelque difficulté à comprendre, et le député pourra peut-être étoffer son commentaire, pourquoi les raisons qu'il invoque l'empêchent d'appuyer le projet de loi.

M. Kilgour: Monsieur le Président, le député de York-Est (M. Redway) n'ignore pas toute l'estime que j'ai pour lui et j'accorde à sa question tout le sérieux qu'elle mérite.

Je commencerai par la fin en disant qu'il est vrai qu'un pauvre qui vole du pain est néanmoins passible d'accusation. Le député sait bien comme avocat que le tribunal peut accorder une exonération complète ou prendre toutes sortes de mesures. Je me préoccupe toutefois du fait que tant de gens s'inquiètent à Edmonton, à Toronto, dans toutes les cités et villes et même dans les villages du fait que ce projet de loi frappera un fidèle ou un paroissien qui tente d'aider un réfugié. Bon nombre d'entre eux ont pris la peine de venir à Ottawa pour contester le fait qu'on s'en prend à eux en particulier ou qu'on les assimile aux trafiquants de chair humaine et cela porte à croire

que cet aspect du projet de loi est probablement défectueux. La bibliothèque regorge de documents provenant de personnes qui s'inquiètent du projet de loi. Il est temps que nous y jetions un autre coup d'oeil.

Le député a également dit que la mesure ne prévoyait pas l'arrestation du capitaine ou la saisie du navire ou, plutôt, la saisie du véhicule. Or, voici ce qu'on trouve à l'article 8, page 7:

S'il estime, en se fondant sur des motifs valables, qu'un véhicule... amène au Canada une personne... le ministre peut... ordonner qu'il soit interdit à ce véhicule d'entrer dans les eaux intérieures du Canada... ou qu'il les quitte...

Voilà où je voulais en venir et ce qui me préoccupe beaucoup.

J'ai simplement tenté d'illustrer certaines de mes préoccupations. Mes exemples ont peut-être déplu au député, mais j'étais sincère. Il n'ignore certes pas que le projet de loi inquiète un grand nombre de personnes intelligentes, sensées et expérimentées. Tout en nous montrant fermes, nous voulons être justes. Or, nous avons certainement péché par excès de rigueur. On dit qu'au ministère situé sur l'autre rive, trois mots servent à qualifier ce projet de loi: détenir, empêcher, expulser.

J'ai dit, je le répète, que je ne viendrai pas à la Chambre voter contre le projet de loi, mais il m'inspire suffisamment de craintes pour que je ne vienne pas non plus voter en sa faveur.

M. Marchi: Monsieur le Président, je félicite le député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour) d'avoir pris la parole. Étant donné la nature de notre régime politique, il faut du courage pour défendre ainsi ses convictions. A ce que je sache, il est le second ministériel à livrer le fond de sa pensée sur cette mesure, le premier ayant été le député de La Prairie (M. Jourdenais), qui est aussi président du comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

Je n'interviens pas à la légère ou dans le but de tirer parti politiquement des propos qu'ont tenus ces deux députés. Je tiens simplement à les féliciter, compte tenu de la lutte que nous avons livrée pour inciter le gouvernement et un comité où les ministériels étaient majoritaires à modifier le projet de loi. Nous ne voulions pas que la mesure soit rejetée ou renvoyée à la rédaction, mais bien plutôt donner à ceux qui veulent rehausser et protéger l'accueil des réfugiés ou qui travaillent dans ce domaine l'occasion d'agir dans les règles au lieu d'assister impuissants à l'application de règles qui les dépassent. Par conséquent, au nom des personnes concernées, je félicite le député.

Je lui donne raison par ailleurs au sujet de l'article 95.1. Contrairement à l'exemple que le député de York-Est (M. Redway) a donné du voleur de pain, il ne s'agit pas en l'occurrence d'une loi d'application générale. Une nouvelle infraction est créée. C'est comme si on créait une infraction distincte pour un vol de pain. C'est là que réside toute la différence. Nous créons une nouvelle infraction qui place dans la même catégorie les prêtres, les religieuses et les autres qui aident les réfugiés. «Sans visa» sont les mots essentiels. Des prêtres et d'autres ont aidé des milliers de réfugiés sans visa. Je félicite le député d'avoir fait ressortir ces deux points.

M. Riis: Monsieur le Président, avec mon ami, le député de York-Ouest (M. Marchi), je me réjouis de la position que prend le député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour). C'est